

Le Mexique après les élections législatives et régionales de 2009

Gaspard Estrada, David Recondo

► **To cite this version:**

Gaspard Estrada, David Recondo. Le Mexique après les élections législatives et régionales de 2009. Etudes du CERI, 2010, pp.47-49. hal-01052981

HAL Id: hal-01052981

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01052981>

Submitted on 29 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Mexique après les élections législatives et régionales de 2009

Gaspard Estrada et David Recondo

Les élections législatives de juillet 2009 ont confirmé la tendance à l'œuvre lors de la première moitié du mandat du président de la République Felipe Calderón (2006-2012), à savoir un renforcement progressif du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI)¹ tant à la tête des exécutifs régionaux (Etats fédérés) qu'au niveau fédéral. Cette évolution politique a pour toile de fond une augmentation des affrontements violents liés à la guerre contre le crime organisé. Nous examinerons ici les enjeux que pose la nouvelle configuration politique dans la perspective des présidentielles de 2012.

DES RELATIONS EXÉCUTIF-LÉGISLATIF MINÉES PAR LA PERSPECTIVE DES PRÉSIDENTIELLES DE 2012

Les résultats des élections législatives de juillet 2009 ont confirmé le retour aux affaires du PRI, aux dépens du Parti d'action nationale (PAN, droite)² et du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche). En effet, l'ancien parti dominant a remporté près de 37 % des suffrages (contre 28 % pour le PAN et 12 % pour le PRD) et dispose désormais de la majorité à la Chambre des députés, avec 237 sièges sur 500 (contre 143 pour le PAN et 71 pour le PRD), auxquels viennent s'ajouter les 22 députés du Parti écologiste (PVEM), son allié inconditionnel. Neuf ans après l'alternance au pouvoir, le PRI semble prêt à récupérer la présidence en 2012, par le biais du gouverneur de l'Etat de México, Enrique Peña Nieto, en tête dans les sondages³. Il gouverne en effet la majorité des Etats de la République (19 sur 32), est majoritaire à la Chambre des députés et compte bien, d'ici 2012, renforcer son maillage territorial, notamment lors des scrutins régionaux de 2011 (Michoacán, Guerrero, Baja California Sur, Nayarit, Coahuila et, surtout, l'Etat de México). Toutefois, les résultats des dernières élections régionales de 2010⁴ prouvent qu'une victoire du PRI à l'élection présidentielle de 2012 n'est pas garantie.

¹ Le PRI est le dernier avatar du parti issu de la révolution de 1910. Il a contrôlé la présidence de la République et gouverné la majorité des Etats fédérés sans interruption de 1929 à 2000. Aujourd'hui, ce parti occupe le centre de l'échiquier politique mexicain, entre le PRD, à sa gauche, et le PAN, à sa droite.

² Le PAN est le parti auquel appartient Felipe Calderón.

³ L'Etat de México est le premier collège électoral du pays, avec près de 10 millions d'électeurs sur 78 millions.

⁴ Les élections régionales de 2010 ont eu lieu dans quinze Etats, douze scrutins portant sur le renouvellement des exécutifs. Aguascalientes (victoire du PRI), Chihuahua (PRI), Durango (PRI), Hidalgo (PRI), Oaxaca (PAN-PRD-Convergencia-Panal), Puebla (PAN-PRD-Convergencia-Panal), Quintana Roo (PRI), Tamaulipas (PRI), Tlaxcala (PRI), Sinaloa (PAN-PRD-PT-Convergencia), Veracruz (PRI), Zacatecas (PRI). Par ailleurs, des élections municipales et législatives régionales ont eu lieu dans les Etats de Baja California et du Yucatán, et auront lieu au Chiapas en octobre 2010.

Le PRI : bien parti mais profondément divisé

Le PRI sort renforcé des résultats du scrutin intermédiaire fédéral de 2009. Cette situation, qui s'était déjà produite en 2003, place ce parti dans une situation inconfortable : ses élus doivent-ils voter les réformes impopulaires proposées par le gouvernement (hausse des impôts, réformes de la loi du travail, du cadre réglementaire des télécommunications, de la justice, etc.), en sachant que le coût politique en sera partagé avec le PAN, ou bien rester dans l'opposition, quitte à paraître « non fiables » aux milieux financiers ? L'expérience de 2003-2006, désastreuse pour le PRI puisqu'elle s'est soldée par son pire score lors des élections présidentielles de 2006, a révélé aux dirigeants de ce parti le risque que constituent ces deux options. Le PRI a choisi de jouer l'entre-deux, dans l'espoir de ménager ses futurs électeurs tout en préservant les recettes de ses gouverneurs, sur qui repose l'essentiel de la structure territoriale du parti, cruciale pour une victoire en 2012. Bien que cette stratégie soit médiatiquement et politiquement couronnée de succès, il ne faut pas oublier qu'elle est aussi le produit de l'éclatement de la prise de décision au sein du parti. En effet, la ligne politique du PRI étant à géométrie variable, la dynamique des intérêts pragmatiques l'emporte presque toujours, rendant difficiles l'unification des discours et surtout la consolidation d'une alliance parlementaire durable entre le PRI et le gouvernement de Felipe Calderón.

Le PRI est actuellement divisé en trois groupes principaux : (1) le Comité exécutif national (CEN) du PRI, contrôlé par sa présidente Beatriz Paredes, (2) les dix-neuf gouverneurs du PRI, et (3) les groupes parlementaires au Congrès fédéral (Chambre des députés et Sénat).

La stratégie du président Calderón à la suite des élections de 2009

Les résultats du scrutin de juillet 2009 ont provoqué une évolution sensible des alliances parlementaires du gouvernement fédéral en passant d'une relation de proximité avec le PRI à une sorte « d'alliance de circonstance » avec la direction nationale du PRD⁵. En effet, durant la première partie de son mandat (2006-2009), Felipe Calderón a dû céder l'initiative politique au PRI, tout d'abord pour s'installer à la présidence puis pour maintenir la stabilité politique du pays, au moment même où le PAN, de concert avec le gouvernement fédéral, s'employait à attaquer et à fragiliser le PRD, et plus particulièrement Andrés Manuel López Obrador (AMLO), en utilisant les divergences stratégiques entre les courants du parti. Cette stratégie d'affaiblissement du PRD a porté ses fruits, puisqu'en 2009 le PRD n'a obtenu que 12 % des voix, soit l'un de ses scores les plus bas depuis sa création en 1989. Mais, en même temps, elle a contribué à renforcer le socle électoral du PRI. En effet, près de 60 % des électeurs d'AMLO en 2006 se déclaraient indépendants. Or, du fait de la polarisation PAN-PRD, ils ont eu tendance à migrer vers le PRI.

Cette nouvelle situation politique, particulièrement favorable au PRI, a suscité chez les proches collaborateurs du président Calderón la peur « d'un retour inexorable du PRI à la présidence⁶ ». Pour

⁵ Le comité exécutif national du PRD est actuellement contrôlé par le groupe politique opposé à Andrés Manuel López Obrador, « Nueva Izquierda », dirigé par Jesús Ortega et Jesús Zambrano.

⁶ La phrase est tirée d'une supposée conversation entre le président de la République et son ancienne directrice de cabinet, Patricia Flores, à la suite des élections intermédiaires de 2009, où le président a manifesté son intérêt de nouer une alliance avec le PRD, suscitant la consternation de ses principaux conseillers, qui ont finalement dû mettre en œuvre cet accord.

empêcher que cela n'arrive, le gouvernement a pris l'initiative de négocier avec la direction du PRD un certain nombre de coalitions électorales pour les scrutins régionaux de juillet 2010 (dans les Etats d'Hidalgo, Puebla, Sinaloa, Oaxaca, Quintana Roo, Durango), particulièrement importants au vu du nombre de gouvernorats en jeu (douze sur trente-deux).

Ces alliances, pour être compétitives électoralement, ont dû s'accommoder de nombreuses flexibilités idéologiques, notamment dans le choix des candidats. Par exemple, dans l'Etat d'Oaxaca, Gabino Cué, ancien PRListe, proche de l'ancien gouverneur Diodoro Carrasco (désormais paniste), est pour la deuxième fois candidat de l'alliance PAN-PRD-PT-Convergencia, bien qu'il ait été appuyé ces deux dernières années par AMLO, le leader de l'opposition au gouvernement de Felipe Calderón.

Les résultats de ces scrutins régionaux sont contrastés. D'une part, la perception d'un retour inexorable du PRI à la présidence est moins présente dans les discours des leaders d'opinion qu'auparavant depuis la victoire de la coalition dans les Etats de Sinaloa, Oaxaca et Puebla. Ces Etats, qui n'avaient jamais connu d'alternance politique depuis la création du PRI en 1929, sont particulièrement importants du fait de leur poids démographique – et donc électoral –, ce qui les plaçait au rang de « bastions PRListes ». De nombreux observateurs attribuent ces victoires au rejet des administrations PRListes plus qu'à une adhésion au programme de l'opposition ; il n'en reste pas moins que la participation électorale a augmenté de façon considérable.

D'autre part, la victoire du PRI dans neuf Etats⁷ prouve que ce parti reste la première force politique du pays. Cette force est d'autant plus visible dans les anciens bastions panistes, notamment dans le nord du pays : à Baja California, premier Etat à basculer du PRI vers le PAN en 1989, le PAN a perdu toutes les mairies – dont celle de la capitale, Tijuana –, ainsi que quinze des seize sièges de députés locaux⁸. Par ailleurs, les autres scrutins qui se sont tenus dans le nord du pays (élections dans les Etats de Chihuahua et Tamaulipas, où César Duarte et Egidio Torre ont été respectivement élus) ont marqué la continuité du PRI aux affaires, dans un climat délétère d'insécurité à la suite de l'assassinat du candidat du PRI au gouvernorat de Tamaulipas, Rodolfo Torre Cantú, quatre jours avant le scrutin, et du kidnapping de l'ancien candidat à la présidentielle de 1994, l'influent paniste Diego Fernández de Ceballos, toujours en captivité⁹. Depuis cet assassinat, les relations entre le gouvernement et le PRI, qui s'étaient dégradées depuis le début de l'année, se sont fortement distendues.

Or, cette distanciation entre le gouvernement fédéral et le PRI limite les marges de manœuvre de l'exécutif au sein du Congrès, empêchant ainsi la concrétisation des réformes voulues par le président Calderón, ainsi que le vote sans encombre des trois prochaines lois de finances. En effet, une radicalisation du PRI au sein du Sénat et de la Chambre des députés pourrait compromettre l'adoption des projets de loi dans les termes voulus par le gouvernement. Ainsi, l'année dernière, le PRI avait menacé le gouvernement de lui ôter le contrôle des programmes sociaux, notamment la base de données des bénéficiaires des programmes Oportunidades, au profit des gouverneurs. Dans la perspective des élections de 2012, cette menace pourrait passer à exécution.

⁷ Il s'agit des Etats d'Aguascalientes, Chihuahua, Durango, Hidalgo, Quintana Roo, Tamaulipas, Tlaxcala, Veracruz, Zacatecas. Lors de ce cycle électoral, les Etats d'Aguascalientes et de Tlaxcala ont été gagnés aux dépens du PAN, tandis que l'Etat de Zacatecas était précédemment gouverné par le PRD.

⁸ Il est à noter que le nouveau ministre de l'Intérieur, José Francisco Blake, était jusqu'au mois dernier le secrétaire général du gouvernement paniste de Baja California. Curieuse récompense pour un perdant...

⁹ Il est à noter que le gouvernement fédéral a décidé de ne pas mener d'enquête concernant cette affaire, laissant le soin aux négociateurs privés embauchés par la famille de « s'arranger » avec les ravisseurs, ce qui constitue un évident aveu de faiblesse.